

CURRICULUM VITAE

Cédric MEURANT
cedric.meurant@univ-smb.fr



FONCTIONS ACTUELLES

Fonctions exercées au sein de l'Université

- 2025- **Professeur de droit public**, Faculté de droit, Université Savoie Mont Blanc.
2025- **Chargé de cours**, Université Jean Moulin Lyon 3 ; Université Lumière Lyon 2.

Fonctions éditoriales

- 2019- **Coordinateur et membre du comité de lecture de la *Revue ALYODA*** (Association Lyonnaise de Droit administratif).
2024- **Membre du comité scientifique du *Bulletin de pratique et de droit de l'asile (BPDA)***.
2025- **Responsable des rubriques « Droit des étrangers », « Contentieux administratif et modes alternatifs de règlement des différends » et « Droit administratif et droit international » de la Revue *Dalloz Actualités***.

Fonctions exercées hors de l'Université

- 2024- **Juge-assesseur désigné par le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR)**, Cour nationale du droit d'asile.
2024- **Membre de la Commission du titre de séjour**, Préfecture du Rhône (69).
2024- **Référent-déontologue et laïcité**, Centre de gestion du Rhône (69).
2023- **Rédacteur extérieur des sujets de procédure administrative contentieuse au CRFPA**.
2024- **Membre du jury des concours d'entrée à l'École Nationale Supérieure de Sécurité Sociale (EN3S)**.

CURSUS UNIVERSITAIRE

- 2025- **Professeur de droit public**, Faculté de droit, Université Savoie Mont Blanc.
- 2019-2025 **Maître de conférences en droit public**, Faculté de droit, Université Jean Moulin Lyon 3.
- 2016-2018 **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER)**, Université Jean Moulin Lyon 3.
- 2012-2019 **Chargé de cours vacataire**, Université Jean Moulin Lyon 3 ; Université Grenoble Alpes ; Université Lumière Lyon 2 ; Université d'Auvergne Clermont-Ferrand 1 ; Université catholique de Lyon.

FORMATION UNIVERSITAIRE

- 2025 **Admis** au Premier concours national d'agrégation de droit public.
- 2022 **Admissible** au Premier concours national d'agrégation de droit public.
- 2020 **Admissible** au Premier concours national d'agrégation de droit public.
- 2018 **Qualification aux fonctions de maître de conférences** par le Conseil national des Universités (CNU ; section 02).
- 2017 **Doctorat en droit public**, Université Jean Moulin Lyon 3.
Titre de la thèse : *L'interprétation des écritures des parties par le juge administratif français*. Thèse soutenue le 19 octobre 2017 devant un jury composé des Professeurs Fabrice MELLERAY (Paris 1 – *président*), Camille BROYELLE (Paris 2 – *rapporteur*), Olivier LE BOT (Aix-Marseille – *rapporteur*), Sylvie CAUDAL (Lyon 3), Caroline CHAMARD-HEIM (Lyon 3 – *directrice de thèse*), ainsi que du Président Régis FRAISSE (Cour administrative d'appel de Lyon).
Autorisation de reproduction en l'état et proposition au prix de thèse.
Prix de thèse : Prix 2018 de l'Association Française pour la recherche en Droit Administratif (AFDA).
Chronique de thèse : M. le Professeur Frédéric ROLIN, RFDA 2018, p. 995.
Publication : LGDJ, 2019, Bibliothèque de droit public, t. 309, 537 p.
- 2012 **M2 « Droit Public des Affaires »**, mention Bien, Université Jean Moulin Lyon 3.
DU de droit anglais et de droit italien, Université Jean Moulin Lyon 3.
- 2011 **M1 « Droit Public des Affaires »**, Université Jean Moulin Lyon 3.
- 2010 **Licence en droit public**, Université Lumière Lyon 2.
DEUG de Science politique, Université Lumière Lyon 2.
- 2007 **Baccalauréat général série E.S., section européenne**, mention Assez Bien, Lycée Saint-Exupéry, Lyon.

ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

1. Directions de formations et fonctions administratives

- 2025- **Membre du comité de pilotage du Collège de droit** (Université Savoie Mont Blanc).
- 2023-2025 **Directeur-adjoint de l'Institut d'Études Judiciaires (IEJ)** (Université Jean Moulin Lyon 3) ; responsable de la **préparation aux concours** de commissaire de police ; officier de police nationale ; officier de gendarmerie ; inspecteur des douanes.
- 2022-2025 **Codirecteur (avec le Professeur Caroline CHAMARD-HEIM) du Diplôme d'Université « Contentieux des personnes publiques »** (Université Jean Moulin Lyon 3).
- 2023-2025 **Référent admission aux licences de la Faculté de droit** (Université Jean Moulin Lyon 3).
- 2024-2025 **Coorganisateur avec Madame Marylou FRANÇOISE du Grand tournoi des Masters** (Université Jean Moulin Lyon 3).
- 2021- **Référent « Droit des étrangers » au sein de la Clinique juridique**, Université Jean Moulin Lyon 3.
- 2019-2025 **Enseignant référent auprès des étudiants de Licence**, Université Jean Moulin Lyon 3.

2. Enseignements

A. Cours magistraux

- 2025- **Financement des grands projets transfrontaliers**, M2 « droit transfrontalier », Université Savoie Mont Blanc, semestre 10 (24h).
- 2025- **Modes alternatifs de règlement des différends (MARD)**, M2 « droit public », Université Savoie Mont Blanc, semestre 10 (24h).
- 2021- **Règlement amiable des différends et contrats administratifs**, M2 « Contrats publics », Université Jean Moulin Lyon 3, semestre 10 (12h).
- 2025- **Droit matériel de l'Union européenne**, M1 « droit privé », Université Savoie Mont Blanc, semestre 10 (21h).
- 2025- **Finances locales**, M1 « droit public », Université Savoie Mont Blanc, semestre 8 (24h).
- 2019- **Droit des étrangers**, M1 « droit public », Université Jean Moulin Lyon 3, semestre 7 (20h).
- 2025- **Droit public économique**, L3 « droit public », Université Savoie Mont Blanc, semestre 5 (18h).
- 2025- **Droit public appliqué**, L3 « droit public », Université Savoie Mont Blanc, semestre 6 (24h).
- 2025- **Institutions et juridictions administratives**, L1, Université Savoie Mont Blanc, semestre 1 (15h).
- 2021-2024 **Contentieux des contrats administratifs**, M2 « Contrats publics », Université Jean Moulin Lyon 3, semestre 10 (24h).

2020	Droit européen des migrations , M2 « Droit européen des droits de l'Homme », Université Jean Moulin Lyon 3, semestre 9 (9h).
2022	Droit fiscal , M1 « droit public », Université Jean Moulin Lyon 3, semestre 7 (30h).
2024-	Droit de l'Union européenne , IEJ, Université Jean Moulin Lyon 3 (20h).
2020-2024	Grands principes du procès administratif , L3 « droit public », Université Jean Moulin Lyon 3, semestre 5 (24h).
2019-2021	Droit fiscal , L3 « droit privé », Université Jean Moulin Lyon 3, semestres 5 et 6 (30h par semestre).
2023-2025	Finances publiques , L2, Université Jean Moulin Lyon 3, semestre 4 (24h).
2019-2025	Droit administratif général , L2, Université Jean Moulin Lyon 3, semestres 3 et 4 (36h par semestre).
2020	Droit constitutionnel , DUT Carrières juridiques, semestres 1 et 2 (30h par semestre).
2018	Droit administratif général , Diplôme Universitaire d'Études Juridiques en français, Université Ain Chams, Le Caire (Egypte), en partenariat avec l'Université Jean Moulin Lyon 3 (équivalent L2 ; 15h).

B. Travaux dirigés

2013 et 2019	Droit constitutionnel , L1, Université Lumière Lyon 2, Université Jean Moulin Lyon 3, semestre 2.
2013-2018	Droit administratif général , L2, Université Lumière Lyon 2, Université Jean Moulin Lyon 3, semestres 3 et 4.
2012	Méthodologie des exercices juridiques , L2, Université d'Auvergne, semestre 3.
2016-2018	Finances publiques , L2, Université Jean Moulin Lyon 3, semestre 4.
2017	Droit fiscal , L3, Université Jean Moulin Lyon 3, semestre 5.
2018	Droit administratif des biens , L3, Université Jean Moulin Lyon 3, semestre 5.
2018	Droit de la responsabilité administrative , L3, université catholique de Lyon, semestre 5.
2018	Droit de la fonction publique , L3, Université Jean Moulin Lyon 3, semestre 6.
2019	Droit des collectivités territoriales , L3, université catholique de Lyon, semestre 6.
2014-2018	Contentieux administratif , M1 droit public, Université Lumière Lyon 2, Université Jean Moulin Lyon 3, semestres 7 et 8.

C. Séminaires

- 2025- « **Les juridictions judiciaires, administratives et constitutionnelles** », avec Cécile PELLEGRINI, Diplôme Interuniversitaire (DIU) « Droit et grands enjeux du monde contemporain » (DGMC), Université Jean Moulin Lyon 3, Université Panthéon-Assas.
- 2025- « **Le contentieux de l'éloignement devant les juridictions administratives** » et « **L'admission exceptionnelle au séjour** », Diplôme Universitaire « Droit des personnes étrangères », Université Lumière Lyon 2.
- 2019- « **La laïcité dans le service public de la justice** », Diplôme Universitaire « Religion, liberté religieuse et laïcité », Université Jean Moulin Lyon 3, en partenariat avec l'Université catholique de Lyon.
- 2021-2023 « **Séminaire de droit des étrangers** », Clinique juridique, Université Jean Moulin Lyon 3.
- 2019 « **La fixation de l'heure légale en France** », séminaire dans le cadre du cycle de réflexions consacré à « L'utopie » organisé par le Collège de droit de l'Université Grenoble Alpes 2, L2, semestre 4.

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

Thèmes de recherche

Contentieux administratif – service public de la justice – Modes alternatifs de règlement des différends (MARD)

Droit administratif et droit international

Droit des personnes étrangères

1. Activités individuelles

A. Ouvrages

- 1) ***Droit des étrangers***, Lextenso-Gualino, Mémentos, 1^{ère} éd., 2024, 256 p. ; 2^{ème} éd., 2025, 323 p.
- 2) ***L'interprétation des écritures des parties par le juge administratif français***, LGDJ, 2019, Bibliothèque de droit public, t. 309, 537 p.
- 3) ***Les emprunts toxiques contractés par les collectivités territoriales***, sous la direction de M. François ROBBE, Mémoire dactylographié de M2, Lyon 3, 2012, 100 p.

B. Direction d'ouvrages

- 4) B. RICOU, Th. GOUJON-BETHAN, C. MEURANT (dir.), ***Les juridictions spécialisées : bilan et perspectives***, Dalloz, 2026, Thèmes & Commentaires, à paraître.
- 5) C. ROUX, C. MEURANT (dir.), ***Associations et droit public***, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2025, 312 p.
- 6) M. BOUL, J. BOUSQUET, C. MEURANT, M. MORALES, R. RADIGUET (dir.), ***Les 50 ans de la jurisprudence Ville Nouvelle Est***, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2023, 222 p.
- 7) C. CHAMARD-HEIM, C. MEURANT, C. TESTARD, É. UNTERMAIER-KERLEO (dir.), ***Les grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise***, Lexisnexis, 2021, 319 p.

C. Rapport

- 8) J.-F. KERLEO, C. MEURANT, ***Les conseillers élus des Français de l'étranger***, Observatoire de l'Éthique publique (OEP), 2025, 37 p. ; à paraître.

D. Fascicules

- 9) « **Les référés** », in F. POULET (dir.), ***Le Lamy Contentieux administratif***, Wolters Kluwer, 2021, étude n° 12.

E. Chapitres d'ouvrages

- 10) « **L'anticipation du risque déontologique dans l'exercice des fonctions publiques** », in L. JANICOT, M. CHAMBON (dir.), *La conjuration du risque. Quand gouverner, c'est prédire*, Mare & Martin, ISJPS, 2025, pp. 187-200 ; à paraître.
- 11) « **François de Menthon (1900-1984). Le résistant oublié** », in É. UNTERMAIER-KERLEO (dir.), *Les grandes figures hyonnaises de la Faculté de droit*, Lexisnexis, 2025, pp. 244-251.
- 12) « **Émile Bouvier (1862-1930). Un pionnier de la science financière** », in É. UNTERMAIER-KERLEO (dir.), *Les grandes figures hyonnaises de la Faculté de droit*, Lexisnexis, 2025, pp. 396-401.
- 13) « **Droit de la nationalité française, droit de l'asile et droit des étrangers** », in A.-L. YOUEHOVSKI-SAGON, M. PHILIP-GAY, B. BEIGNIER (dir.), *Code de la laïcité*, Lexisnexis, 2025, pp. 22-41.
- 14) « **Les collaborateurs occasionnels du service public de la justice. L'exemple des jurés d'assises et des juges non-professionnels** », in A.-L. YOUEHOVSKI-SAGON, M. PHILIP-GAY, B. BEIGNIER (dir.), *Code de la laïcité*, Lexisnexis, 2025, pp. 52-56.
- 15) « **Association et contestation de la décision publique** » (Table ronde avec N. FERRAN, G. HERMITTE, S. SLAMA, A.-C. VIVIEN), in Ch. ROUX, C. MEURANT (dir.), *Associations et droit public*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2025, pp. 249-286.
- 16) « **Avant-propos** » (avec Ch. ROUX), in Ch. ROUX, C. MEURANT (dir.), *Associations et droit public*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2025, pp. 7-17.
- 17) « **Les collectivités territoriales bretonnes devant la justice américaine. Le procès de l'Amoco Cadiz** », in J. PETIT, S. PHILIBERT, C. DAGNICOUP (dir.), *Les grands contentieux environnementaux en Bretagne*, Presses Universitaires de Rennes, 2025, pp. 157-171.
- 18) « **Le collège de déontologie de la juridiction administrative** », in J.-F. KERLEO, É. LEMAIRE (dir.), *Dictionnaire de l'éthique publique et des affaires*, Lexisnexis, 2025, pp. 53-55.
- 19) « **Le statut déontologique des juges administratifs** », in J.-F. KERLEO, É. LEMAIRE (dir.), *Dictionnaire de l'éthique publique et des affaires*, Lexisnexis, 2025, pp. 196-198.
- 20) « **Note sous CE, 29 novembre 1912, Boussuge, Guépin et autres** », in J. CAILLOSSE, J. CHEVALLIER, D. LOCHAK, TH. PERROUD (dir.), *Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative*, 2^e éd., LGDJ, 2024, pp. 259-275.
- 21) « **Les compétences du Conseil d'État périphériques à la cassation** », in B. DEFOORT, J. TRAUILLE (dir.), *La cassation. Regards croisés en procédure civile et administrative*, Lexisnexis, 2023, pp. 197-211.
- 22) « **Le recours en responsabilité et les droits fondamentaux des étrangers** », in J. TRAVARD (dir.), *La protection des libertés par le recours en responsabilité*, Mare & Martin, 2023, pp. 155-174.
- 23) « **Le jacobinisme de la théorie du bilan** », in M. BOUL, J. BOUSQUET, C. MEURANT, M. MORALES, R. RADIGUET (dir.), *Les 50 ans de la jurisprudence Ville Nouvelle Est*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2023, pp. 83-97.
- 24) « **L'interprétation non juridictionnelle de la loi fiscale** », in B. RICOU (dir.), *La qualité de la législation fiscale*, Lexisnexis, 2022, pp. 169-180.
- 25) « **Le rôle du service juridique du Conseil constitutionnel** », in TH. PERROUD et É. LEMAIRE (dir.), *Le Conseil constitutionnel, la déontologie et la transparence*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2022, pp. 313-331.

- 26) « **Les collèges de déontologie des juridictions françaises** », in É. LEMAIRE, J. SAISON et É. UNTERMAIER-KERLEO (dir.), *La déontologie des juges en France*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2021, pp. 207-223.
- 27) « **L'acte de naissance du référé-provision** », note sous TA Lyon, ord., 5 avril 1979, SARL *Gervais*, in C. CHAMARD-HEIM, C. MEURANT, C. TESTARD, É. UNTERMAIER-KERLEO (dir.), *Les grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, Lexisnexis, 2021, pp. 197-200.
- 28) « **L'encadrement du désistement d'un déféré préfectoral** », note sous T.A. Lyon, 6 fév. 1984, *Commissaire de la République de la Région Rhône-Alpes* ; TA Lyon, 10 juill. 1984, *Commissaire de la République de l'Ardèche*, in C. CHAMARD-HEIM, C. MEURANT, C. TESTARD, É. UNTERMAIER-KERLEO (dir.), *Les grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, Lexisnexis, 2021, pp. 201-204.
- 29) « **La nature juridique du désistement** », note sous CAA Lyon, Plén., 20 déc. 2007, *Époux Michaud*, in C. CHAMARD-HEIM, C. MEURANT, C. TESTARD, É. UNTERMAIER-KERLEO (dir.), *Les grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, Lexisnexis, 2021, pp. 211-213.
- 30) « **L'office du juge de renvoi après un refus d'évoquer du juge d'appel** », note sous CAA Lyon, 22 mars 2012, *Ministre de l'Éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative*, in C. CHAMARD-HEIM, C. MEURANT, C. TESTARD, É. UNTERMAIER-KERLEO (dir.), *Les grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, Lexisnexis, 2021, pp. 221-223.
- 31) « **La valorisation de l'action en reconnaissance de droits** », note sous TA de Lyon, 26 oct. 2020, *CANOL*, (2 jugements), in C. CHAMARD-HEIM, C. MEURANT, C. TESTARD, É. UNTERMAIER-KERLEO (dir.), *Les grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, Lexisnexis, 2021, pp. 225-236.
- 32) « **Les représentants d'intérêts devant les juridictions administratives générales** », in J.-F. KERLEO (dir.), *Les représentants d'intérêts*, LGDJ, 2020, pp. 151-176.
- 33) « **Laïcité et justice privée française** », in M. PHILIP-GAY (dir.), *La laïcité dans la justice*, Mission de recherche Droit & Justice, octobre 2019, pp. 255-268 ; disponible sur : <http://www.gip-recherche-justice.fr/>.
- 34) « **La bienveillance du juge administratif à l'égard des parties** », in *La bienveillance en droit public*, Mare & Martin, 2020, pp. 111-136.
- 35) « **Le patrimoine militaire français localisé à l'étranger** », in C. CHAMARD-HEIM et Ph. Yolka (dir.), *Patrimoine(s) et équipements militaires. Aspects juridiques*, Éditions Varenne-LGDJ, 2018, Colloques & Essais, t. 67, pp. 119-146.

F. Articles dans des revues à comité de lecture

- 36) « **Le pouvoir gracieux du préfet** », RDLF, à paraître (20 p.).
- 37) « **L'ambivalence des règles juridiques applicables aux femmes étrangères** », RDLF 2025, chron. n° 51.
- 38) « **Une brève histoire des écritures des parties depuis le Moyen-Âge** », *Criminocorpus. Revue d'histoire de la justice, des crimes et des peines*, à paraître (16 p.).
- 39) « **La simplification impossible du contentieux de l'éloignement** », AJDA 2024, pp. 676-681.
- 40) « **Le nouvel office de l'administration après la loi immigration et intégration** », JCP-A 25 mars 2024, n° 12, n° 2082, pp. 31-40.

- 41) « Les intérêts dans l'appréciation de la recevabilité », *RDP* 2024, n° 2, pp. 161-164.
- 42) « L'effet utile en contentieux des étrangers », *JCP-A* 27 nov. 2023, n° 47, n° 2357, pp. 41-45.
- 43) « L'interdiction pour le juge administratif de statuer *ultra petita* : mythe ou réalité ? », *RDP* 2023, n° 4, pp. 883-893.
- 44) « L'enseignement clinique. L'exemple lyonnais du droit des étrangers », *Les Cahiers Portalis* 2023, n° 11, pp. 133-144.
- 45) « La structuration des écritures dans le procès administratif », *AJDA* 2023, pp. 821-828.
- 46) « Les avis du Conseil d'État relatifs aux engagements internationaux de la France », *RFDA* 2023, pp. 169-179.
- 47) « Les contentieux administratifs de demain », avec M. Bertrand SAVOURE, magistrat administratif, *Revue ALYODA 2023*, Hors-série n° 2 (7 p.).
- 48) « Le régime juridique de l'instance arbitrale en matière administrative », *Les Cahiers de l'Arbitrage*, 2022, n° 2, pp. 399-417.
- 49) « L'État étranger devant le juge administratif français », *Journal du Droit international – Clunet* 2021, n° 4, doctrine n° 9, pp. 1277-1301.
- 50) « Le contentieux de la fiscalité locale entre personnes publiques », *Gestion & Finances publiques* 2020, n° 2, pp. 22-28.
- 51) « La mutualisation intercommunale des services : mythe ou réalité ? », *JCP-A* 2020, n° 2067, pp. 23-31 (coécrit avec Hadi HABCHI).
- 52) « Le statut juridique des biens transférés aux métropoles », *RFDA* 2018, pp. 451-460.
- 53) « L'interprétation des écritures des parties par le juge administratif français », Notice in « Ma thèse en 3 000 signes », *Dr. adm.* 2018, n° 5.
- 54) « Le rôle du Parlement dans la genèse de la loi du 31 décembre 1987 », *AJDA* 2018, pp. 779-784.

G. Tribunes

- 55) « La CCSP est morte. Vive le TSP ! », *Droit de la Voirie*, sept.-oct. 2024, n° 240, p. 129.
- 56) « Que reste-t-il de larrêt *Casanova* ? », *AJDA* 2023, p. 2241.
- 57) « Claude Danthony, un justiciable initié », *AJDA* 2021, p. 2001 (coécrite avec Caroline CHAMARD-HEIM, Christophe TESTARD et Élise UNTERMAIER-KERLEO).

H. Notes de jurisprudence

- 58) « Le mythe de la responsabilité sans faute de l'État du fait des actes de gouvernement diplomatiques », note sous CE, Ass., 24 oct. 2024, *Mutuelle centrale de réassurance, Journal du Droit international – Clunet* 2025 n° 2, pp. 479-498.
- 59) « L'office du juge administratif français saisi d'une demande d'*exequatur* d'un jugement étranger », note sous CE, Sect., 22 déc. 2023, *Société gabonaise d'édition et de communication, JCP-A* 2024, 21 oct. 2024, n° 42, n° 2285, pp. 46-54.

- 60) « **Interdiction de déduire les sanctions étrangères, *punitive damages* et conception française de l’ordre public international** », note sous CE, Plénière fiscale, 8 déc. 2023, *Société Alder Paris Holdings, Revue Fiscalité Internationale* 2024, n° 2, pp. 143-152.
- 61) « **Un glissement de terrain jurisprudentiel : la responsabilité du fait de l’immunité d’exécution des États étrangers** », note sous CE, 10 juill. 2023, *Ministre de l’Europe et des Affaires étrangères* [3 arrêts], *Journal du Droit international – Clunet* 2024, n° 1, pp. 156-179.
- 62) « **Ambassade et salarié protégé : le conflit de protections** », note sous CE, Sect., 9 déc. 2022, *Mme B., Journal du Droit international – Clunet* 2023, n° 3, pp. 877-894.
- 63) « **Le collège des médecins de l’OFII n’est pas un organisme collégial** », note sous CE, Avis cont., 25 mai 2023, *Lexbase Public*, 27 juill. 2023, n° 716, 13 p.
- 64) « **Injonction sur condamnation ne vaut, sauf inertie administrative généralisée** », note sous CAA Lyon, 14 oct. 2021 ; CAA Lyon, 13 oct. 2022, [*Revue ALYODA 2023, n° 1.*](#)
- 65) « **L’unité budgétaire et le vote des budgets principal et annexe** », note sous TA Lyon, 11 fév. 2021, *Mme X., Revue ALYODA 2022, n° 1.*
- 66) « **L’échelle de domanialité des biens publics français localisés à l’étranger** », note sous CE, 25 juin 2021, *Société Mezzi & Fonderia, JCP-A* 19 juill. 2021, n° 29, n° 2232, pp. 20-23.
- 67) « **Les subventions déguisées** », note sous CAA Lyon., 6 mai 2021, *M. X., AJDA* 2021, pp. 1925-1931 (coécrit avec Mehdi LAHOUAZI).
- 68) « **Action en reconnaissance de droits et TEOM : la “taxe-poubelle” à la décharge** », note sous TA de Lyon, 26 oct. 2020, *CANOL*, (2 jugements), [*Revue ALYODA 2021, n° 1.*](#)
- 69) « **Le juge administratif et la loi étrangère** », note sous CAA de Paris., 23 janv. 2020, *Société Mezzi & Fonderia, AJDA* 2020, pp. 1058-1064.
- 70) « **Le référé-provision est-il encore un référé ?** », note sous CE, 23 sept. 2019, *Garde des Sceaux* (2 arrêts), [*Revue Générale du droit 2019, n° 49651.*](#)
- 71) « **L’“édénisation” de l’office du juge de l’excès de pouvoir** », note sous CE, Sect., 21 déc. 2018, *Société Eden, Revue Générale du droit 2019, n° 48863.*
- 72) « **Le budget de la région AURA une nouvelle fois amendé par le juge** », note sous TA de Lyon, 8 janv. 2019, *Mme A. e. a., AJDA* 2019, pp. 808-813.
- 73) « **L’Eusko n’est pas monnaie courante pour payer les dépenses publiques** », note sous CAA de Bordeaux, 15 mai 2018, *Préfet des Pyrénées-Atlantiques, JCP-A* 2018, n° 2238, pp. 25-27.
- 74) « **Haro sur le budget 2016 de la région AURA** », note sous TA de Lyon, 17 mai 2018, *Mme A. et Mme B., JCP-A* 2018, n° 2210, pp. 31-33.
- 75) « **Nature du recours contentieux contestant un refus de décharge du devoir de solidarité fiscale entre époux** », note sous TA de Lyon, 28 fév. 2017, *Mme X., Revue ALYODA 2017, n° 3.*
- 76) « **Dégrèvement d’office : la CARPA au tapis** », note sous CAA de Lyon, 25 oct. 2016, *CARPA Rhône Alpes*, (2 arrêts) [*Revue ALYODA 2017, n° 2.*](#)

- 77) « **La proportionnalité d'une sanction aux manquements d'un hôpital aux règles de facturation** », note sous CAA de Lyon, 18 avril 2013, *Ministre de la Santé, Revue ALYODA 2013, n° 3.*
- 78) « **Vaccination obligatoire et maladie réactionnelle : quelle imputabilité ?** », note sous CAA de Lyon, 14 fév. 2013, *Mme X, Revue ALYODA 2013, n° 2.*
- 79) « **L'interprétation défavorable des écritures d'un demandeur par le juge administratif** », note sous CAA de Lyon, 18 déc. 2012, *Commune de Nevers, Revue ALYODA 2013, n° 2.*
- 80) « **Le délai de recours, bouclier du requérant face aux ordonnances de l'article R. 222-1 du Code de justice administrative** », note sous CAA de Lyon, 11 oct. 2012, *M. X., Revue ALYODA 2013, n° 1.*
- 81) « **Les conséquences du refus du juge d'appel d'évoquer sur l'office du juge de renvoi** », note sous CAA de Lyon, 22 mars 2012, *Ministre de l'Éducation nationale, Revue ALYODA 2013, n° 1.*
- 82) « **Substitution de motifs et certificat d'urbanisme négatif** », note sous CAA de Lyon, 3 nov. 2011, *Commune de Bligny-sur-Ouche, Revue ALYODA 2012, n° 2.*

I. Chroniques

- a. Droit des étrangers (chronique semestrielle)
- 83) « **Chronique de droit des étrangers (Textes et décisions de décembre 2024 à juin 2025)** », *JCP-A*, 28 juill. 2025, n° 30-34, n° 2218, pp. 14-31.
- 84) « **Chronique de droit des étrangers (Textes et décisions de juin 2024 à nov. 2024)** », *JCP-A*, 27 janv. 2025, n° 4, n° 2023, pp. 8-27.
- 85) « **Chronique de droit des étrangers (Textes et décisions de nov. 2023 à mai 2024)** », *JCP-A*, 8 juill. 2024, n° 27, n° 2198, pp. 10-29.
- 86) « **Chronique de droit des étrangers (Textes et décisions d'avril 2023 à octobre 2023)** », *JCP-A*, 20 novembre 2023, n° 46, n° 2343, pp. 12-29.
- 87) « **Chronique de droit des étrangers (Textes et décisions d'octobre 2022 à mars 2023)** », *JCP-A*, 5 juin 2023, n° 22, n° 2075, pp. 10-23.

b. Droit du domaine public routier (chronique annuelle)

- 88) « **Domaine public routier (janvier 2023-décembre 2023)** », *Droit de la Voirie*, janv.-fév. 2024, n° 236, pp. 22-27.
- 89) « **Domaine public routier (novembre 2021-décembre 2022)** », *Droit de la Voirie*, janv.-fév. 2023, n° 230, pp. 24-36.
- 90) « **Domaine public routier (octobre 2020-octobre 2021)** », *Droit de la Voirie*, nov-déc. 2021, n° 223, pp. 241-248.

J. Observations

- 91) « **Un Valois au Palais-Royal** », obs. sous CE, 14 mai 2024, *Assoc. International Restitutions*, n° 491862, *JCP-A*, 29 juill. 2024, n° 30-34, n° 2223, p. 32.
- 92) « **Le juge du référé mesures-utiles ne peut pas prescrire la démolition d'un ouvrage** », obs. sous CE, ord., 24 juill. 2023, *Sté La Vedette*, n° 467796, *JCP-A*, 30 oct. 2023, n° 43-44, n° 2327, p. 31.

- 93) « **Le Conseil d'État fait l'inventaire des personnes ayant intérêt à la restitution des biens culturels** », obs. sous CE, 23 nov. 2022, *Assoc. International Restitutions*, n° 465857 ; CE, 23 nov. 2022, *Assoc. International Restitutions*, n° 463108, *JCP-A*, 6 fév. 2023, n° 5, n° 2037, p. 33.
- 94) « **La redevance d'amarrage rentre au port** », obs. sous CAA Marseille, 4 fév. 2022, n° 20MA01157, *JCP-A*, 25 avril 2022, n° 16, n° 2137, p. 32.
- 95) « **La stricte obligation pour le maire d'informer de la fin d'une concession funéraire** », obs. sous CAA Nancy, 23 nov. 2021, n° 19NC02091, *JCP-A*, 17 janv. 2022, n° 2, n° 2015, p. 30.
- 96) « **L'insaisissable immunité d'exécution** », obs. sous Civ., 1^{ère}, 7 juill. 2021, n° 20-15.994, *JCP-A*, 25 oct. 2021, n° 43, n° 2316, p. 29.
- 97) « **La compensation magique des annulations de redevance domaniale** », obs. sous l'art. 23 de la loi n° 2020-935 du 30 juill. 2020 de finances rectificative pour 2020 ; Rép. Min. n° 30332, *JOAN* 15 sept. 2020, p. 6269 ; Rép. Min. n° 16106, *JO Sénat*, 13 août 2020, p. 3606, *JCP-A* 2020, n° 2266, pp. 17-18.
- 98) « **La vétusté d'un ouvrage reste à quai** », obs. sous C.A.A. de Lyon, 28 nov. 2019, *Société Gavelle*, *JCP-A* 2020 n° 2018, p. 40.
- 99) « **Précisions sur les transferts domaniaux entre communes et EPCI** », obs. sous T.A. d'Amiens, 11 oct. 2019, *Assoc. SOS Laon* (2 jugements), *JCP-A* 2020 n° 2019, p. 40.
- 100) « **Toujours pas de coup de chaud sur l'incompatibilité entre le domaine public et la copropriété** », obs. sous C.A.A. de Paris, 5 juillet 2019, *Société Locaclim*, *JCP-A* 2019 n° 2285, p. 29.

K. Participation à des conférences, colloques ou séminaires

- 101) « **Laïcité et collectivités territoriales** », conférence organisée à Charbonnières-les-Bains pour la journée de la laïcité du 9 décembre 2025 par le Centre de gestion du Rhône et par l'Association des maires du Rhône (AMF69).
- 102) **Participation à une table-ronde sur « Les immigrés sont-ils encore des citoyens à part entière ? »**, conférence organisée à Dijon le 28 novembre 2025 par Alternatives Économiques dans le cadre de la 10^{me} édition des Journées de l'Économie Autrement ; <https://www.youtube.com/watch?v=XOGIkxkaxSFo&t=850s>
- 103) **Participation à une table-ronde sur « Laïcité et droit des étrangers »**, colloque organisé le 20 novembre 2025 à l'Université Jean Moulin Lyon 3 par Mesdames Anne-Laure YOUMNOVSKI-SAGON et Mathilde PHILIP-GAY, et le Recteur Bernard BEIGNIER, et intitulé *De la loi du 9 décembre 1905 au Code de la laïcité et du fait religieux. 120 ans d'évolution*.
- 104) « **Le contentieux de la carence : d'un ordre public imposé à un ordre public exigé** », colloque organisé le 14 novembre 2025 à l'Université de Bordeaux par Mesdames Marina LIQUET-BLOY et Lilou MONNIER et Monsieur Hanif OUBROU, et intitulé *Action administrative et mutations de l'ordre public*.
- 105) « **Le statut juridique du réfugié climatique** », conférence organisée le 17 octobre 2025 à l'Université Savoie Mont Blanc par Madame Claire PORTIER dans le cadre de *La simulation des Nations Unies de la Faculté de droit de l'Université de Savoie Mont Blanc*.
- 106) « **Le pouvoir gracieux du préfet** », colloque organisé les 3 et 4 avril 2025 à l'Université Côte d'Azur par Madame Marie-Odile DIEMER, et Messieurs Jules LEPOUTRE, Marc GUERRINI et Mehdi MEZAGUER, et intitulé *La discrétionnarité en droit des étrangers. Règles, pratiques, institutions*.

- 107) « **Avant-propos** », colloque organisé les 20 et 21 mars 2025 à l'Université Jean Moulin Lyon 3 par Messieurs Benjamin RICOU, Thibault GOUJON-BETHAN et Cédric MEURANT, et intitulé *Les juridictions spécialisées : bilan et perspectives*.
- 108) « **Le droit des étrangers** », conférence organisée le 20 février 2025 à l'Université Bourgogne Europe par Monsieur Valentin LAMY.
- 109) « **Méthode des sciences sociales** », avec Monsieur Axel Pohn-Weidinger et Madame Aurélie Tragus, conférence doctorale organisée le 21 janvier 2025 à l'Université de Strasbourg par l'Institut de recherche Carré de Malberg (IRCM) dans le cadre du cycle de conférences *Méthodologie de la recherche et interdisciplinarité*.
- 110) « **L'ambivalence des règles juridiques applicables aux femmes étrangères** », colloque organisé le 16 janvier 2025 à l'Université Jean Moulin Lyon 3 par l'Association droit public fondamental (ADPF), et intitulé *Femmes étrangères et précarité juridique*.
- 111) « **L'anticipation du risque déontologique dans l'exercice des fonctions publiques** », colloque organisé le 17 octobre 2024 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne par Madame Laetitia JANICOT et Monsieur Maxence CHAMBON, et intitulé *La conjuration du risque. Quand gouverner, c'est prédire*.
- 112) « **L'éloignement et la rétention administrative après la loi immigration & intégration** », colloque organisé le 5 avril 2024 à l'Université Lumière Lyon 2 par Madame Catherine SCHMITTER, et portant sur « *La loi "immigration" : le respect de l'État de droit et des libertés fondamentales en question* ».
- 113) **Participation à une table-ronde portant sur « La loi immigration & intégration. Procédures, dispositions et conséquences »**, conférence organisée à l'Université Jean Moulin Lyon 3 le 20 février 2024 par Madame Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE et Monsieur Cédric MEURANT.
- 114) **Participation à une table-ronde portant sur « Droit et migration en Europe »**, colloque organisé à l'Université Jean Moulin Lyon 3 le 15 février 2024 par l'association e-graine Auvergne Rhône Alpes, et intitulé « *Festival Identités croisées* ».
- 115) **Animation d'une table-ronde sur « Associations et contestation de la décision publique »**, colloque organisé à l'Université Jean Moulin Lyon 3 les 11 et 12 janvier 2024 par Messieurs Christophe ROUX et Monsieur Cédric MEURANT, et intitulé « *Associations et droit public* ».
- 116) « **Les intérêts dans l'appréciation de la recevabilité** », colloque organisé le 17 novembre 2021 à l'Université de Perpignan Via Domitia par Madame Laure RAGIMBAUD et Monsieur Rémi RADIGUET, et portant sur « *La décision administrative au prisme des intérêts* ».
- 117) « **L'effet utile en contentieux des étrangers** », colloque organisé à l'Université de Lorraine le 13 octobre 2023 par Madame Caroline FAURE et Monsieur Valentin LAMY, et intitulé « *L'effet utile des décisions du juge administratif* ».
- 118) « **La taxation des instances** », colloque organisé à la Maison des Avocats de Lyon le 20 juin 2023 par Monsieur Nicolas BORGA, le président du Tribunal de commerce de Lyon Thierry GARDON et la Bâtonnière du Barreau de Lyon, Maître Marie-Josèphe LAURE, et intitulé « *Le Tribunal des Affaires économiques tel qu'envisagé par le projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 [« Ref.LEX »]* ».
- 119) « **Les collectivités territoriales bretonnes devant la justice américaine. Le procès de l'Amoco Cadiz** », colloque organisé à l'Université de Rennes les 13 et 14 juin 2023 par le Professeur Jacques PETIT, Madame Sarah PHILIBERT et Monsieur Cyprien DAGNICKOURT, et intitulé « *Les grands contentieux environnementaux en Bretagne* ».

- 120) « **Droit administratif et innovations méthodologiques** », avec Madame Amélie GAUDEL, doctorante, colloque organisé à l'Université Jean Moulin Lyon le 4 avril 2023 par l'École doctorale de droit de Lyon (EDD), et intitulé « *Sciences du droit et innovations méthodologiques* ».
- 121) **Participation à une table-ronde portant sur « Les moyens d'ordre public ; l'économie des moyens ; la liberté du juge à l'égard des conclusions »**, colloque organisé à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne le 17 mars 2023 par Mesdames Hélène HOEPFFNER et Laëticia JANICOT, et par Monsieur Jean-Charles ROTOULLIE, et intitulé « *L'infra et l'ultra petita. L'office du juge en contentieux comparé* ».
- 122) « **Les contentieux administratifs de demain** », avec M. Bertrand Savouré, magistrat administratif, colloque organisé à l'Université Jean Moulin Lyon le 2 mars 2023 par Mesdames Léana CLERC et Sofia LE HELLOCO, et intitulé « *La justice administrative : enjeux et perspectives* ».
- 123) « **Le procès de l'Amoco Cadiz** », conférence organisée à l'Université Jean Moulin Lyon 3 le 27 février 2023 par l'association du Collège de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3.
- 124) **Animation d'une table-ronde sur « Les sources inhabituelles du droit administratif »**, séminaire organisé à l'Université Lumière Lyon 2 le 17 juin 2022 par l'Association des doctorants en droit public de Lyon (ADPL) et l'Association clermontoise des doctorants et docteurs en droit public et sciences politiques (ACDD) (dir.), et intitulé « *Les sources de la science du droit* ».
- 125) « **La portée constitutionnelle des fonctions consultatives et les engagements internationaux de la France** », Journée décentralisée de l'Association Française de droit constitutionnel (AFDC) organisée à l'Université Jean Moulin Lyon 3 le 12 mai 2022 par Messieurs Philippe BLACHER et Christophe ROUX intitulée « *La portée constitutionnelle des fonctions consultatives du Conseil d'État* ».
- 126) « **L'interprétation non juridictionnelle de la loi fiscale** », colloque organisé à l'Université du Mans le 17 nov. 2021 par Monsieur Benjamin RICOU intitulé « *Regards croisés sur la qualité de la législation fiscale* ».
- 127) **Participation à une table-ronde intitulée « Regards croisés sur les propositions du rapport Stahl »**, journée d'études organisée à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas le 16 novembre 2021 par Madame Delphine BURRIEZ et Monsieur Jean-Louis ITEN (dir.) intitulée « *Une simplification du contentieux des étrangers : pourquoi et comment ?* ».
- 128) « **L'instance arbitrale et l'instance administrative. Différences et convergences** », colloque organisé à l'Université de Cergy-Pontoise les 21 et 22 oct. 2021 par Messieurs Maxence CHAMBON et Mehdi LAHOUAZI intitulé « *Arbitrage et droit public* ».
- 129) **Animation d'une table-ronde sur « La fabrique » [de la jurisprudence administrative locale]**, colloque organisé à l'Université Lyon 3 le 8 octobre 2021 par l'Institut d'études administratives (IEA) et l'Association Lyonnaise de droit administratif (ALYODA) (dir.), 8 octobre 2021 intitulé « *La jurisprudence administrative locale. Réflexions à l'occasion des dix ans d'ALYODA* ».
- 130) « **Le jacobinisme de la théorie du bilan** », colloque organisé le 30 septembre 2021 à l'Université de Perpignan Via Domitia par Messieurs Maxime BOUL, Jérémie BOUSQUET, Cédric MEURANT, Martin MORALES, Rémi RADIGUET et portant sur « *Les cinquante ans de la jurisprudence Ville Nouvelle Est* ».
- 131) « **Le recours en responsabilité et les droits fondamentaux des étrangers** », colloque organisé à l'Université Jean Moulin Lyon 3 le 18 juin 2021 par Monsieur Jérôme TRAVARD portant sur « *La protection des droits fondamentaux par le recours en responsabilité administrative* ».
- 132) « **Quel rôle pour le service juridique ?** », colloque organisé à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas les 10 et 11 juin 2021 par Madame Élina LEMAIRE et Monsieur Thomas PERROUD portant sur « *Le Conseil constitutionnel, la déontologie et la transparence* ».

- 133) « **Le principe de publicité de la justice** », avec Monsieur Samuel DELIANCOURT, magistrat administratif, conférence organisée à l'Université Jean Moulin Lyon 3 le 17 mai 2021 par l'association du Collège de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3.
- 134) « **Le principe de légalité fait-il encore le poids face à la sécurité juridique ?** », colloque organisé à Lyon le 19 mars 2021 par le Syndicat des avocats de France portant sur « *La sécurité juridique à contresens* ».
- 135) « **Le contentieux de la fiscalité locale entre personnes publiques** », colloque organisé à l'Université Jean Moulin Lyon 3 le 10 oct. 2019 par Monsieur Messaoud SAOUDI portant sur « *La fiscalité locale : regards comparatifs. Simple évolution ou véritable révolution ?* ».
- 136) « **L'arrêt Czabaj a (presque) trois ans. Mais où va le contentieux administratif ?** », avec Monsieur Christophe TESTARD, conférence organisée à l'École des avocats Auvergne-Rhône-Alpes le 17 juin 2019.
- 137) « **La bienveillance du juge administratif à l'égard des parties** », avec Monsieur Samuel DELIANCOURT, magistrat administratif, colloque organisé à l'Université Jean Moulin Lyon 3 le 18 oct. 2018 par l'Association des doctorants en droit public de Lyon (ADPL) portant sur « *La bienveillance en droit public* ».

L. Entretiens et articles de blogs juridiques

- 138) « **Les think tanks ne sont (en principe) pas des lobbyistes** », note sous CE, Sect., 14 oct. 2024, *Institut Montaigne, Le Blog Jus Politicum, 17 nov. 2024* (8 p.).
- 139) « **Éloigner les étrangers en situation irrégulière vers des États tiers : que dit le droit ?** », *Le Blog du Club des Juristes, 22 octobre 2024*.
- 140) « **Crise humanitaire à Lampedusa : quel champ d'actions pour la France et l'Union européenne ?** », *Le Blog du Club des Juristes, 27 septembre 2023*.
- 141) « **La problématique du contentieux de l'éloignement des étrangers en situation irrégulière** », Entretien avec Yann LE FOLL, rédacteur en chef de Lexbase Public, *Lexbase Public, La lettre juridique*, n° 925, 24 nov. 2022.

2. Activités collectives

A. Laboratoire de rattachement

- 2025- Membre du **Centre de recherche en droit Antoine Favre** (CRDAF ; EA 4143), Université Savoie Mont Blanc, dirigé par Monsieur le Professeur Alexandre GUIGUE.
- 2025- Membre-associé de l'**Équipe de droit public de Lyon (EDPL – EA 666)** (Université Jean Moulin Lyon 3).
- 2023-2025 **Directeur-adjoint de l'Équipe de droit public de Lyon (EDPL – EA 666)** (Université Jean Moulin Lyon 3) ;
- 2022-2025 **Coresponsable (avec Monsieur Benjamin RICOU) de l'axe de recherches « Contentieux » de l'Équipe de droit public de Lyon (EDPL – EA 666)** (Université Jean Moulin Lyon 3).

B. Organisation de colloques et conférences

- ***L'appareil français de renseignement : une administration ordinaire aux attributs extraordinaires***, Conférence de Béatrice GUILLAUMIN, Équipe de droit public de Lyon (EDPL), 10 octobre 2025.
- ***Les juridictions spécialisées : bilan et perspectives***, avec Benjamin RICOU, Thibault GOUJON-BETHAN et Cédric MEURANT (dir.), 20 et 21 mars 2025.
- ***Les libertés académiques***, Conférence de Camille FERNANDES, Équipe de droit public de Lyon (EDPL), 29 janvier 2025.
- ***La suppléance du Conseil d'État auprès de la France libre (1940-1945). L'intérim républicain du Conseil d'État***, Conférence de John-Christopher ROLLAND, Équipe de droit public de Lyon (EDPL), 8 novembre 2024.
- ***La loi immigration & intégration. Procédures, dispositions et conséquences***, avec Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE (dir.), Équipe de droit public de Lyon (EDPL) et Équipe de droit international, européen et comparé (EDIEC), 20 février 2024.
- ***Associations et droit public***, avec Christophe ROUX (dir.), Équipe de droit public de Lyon (EDPL), 11 et 12 janvier 2024.
- ***Les grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise***, Institut d'études administratives (IEA) et Association Lyonnaise de Droit Administratif (ALYODA) (dir.), 8 octobre 2021.
- ***Les 50 ans de la jurisprudence Ville Nouvelle Est***, avec M. BOUL, J. BOUSQUET, C. MEURANT, M. MORALES, R. RADIGUET (dir.), 30 septembre 2021.

C. Direction de recherches collectives

- | | |
|-------|---|
| 2023- | Coordinateur d'une enquête annuelle menée auprès des usagers du Tribunal judiciaire de Lyon sur la qualité de la justice judiciaire (Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3 ; Tribunal judiciaire de Lyon). |
| 2020- | Coordinateur des conférences d'actualité de l'Équipe de droit public de Lyon. |

D. Activités associatives

- Membre de l'Association Française pour la recherche en Droit Administratif (AFDA).
- Membre de l'Association LYonnaise de Droit Administratif (ALYODA).
- Membre du réseau de droit administratif transnational / *Transnational Administrative Law Network*.
- Membre de l'Observatoire de l'Éthique Publique (OEP).

DIRECTION DE THÈSES

- 1) Almodis PEYRE, *La consignation du passager clandestin à bord des navires marchands affectés au commerce international*, codirection avec Madame Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE ; soutenue le 15 octobre 2024 ; qualifiée en 2025 aux fonctions de maître de conférences par le Conseil national des Universités (CNU ; section 02) ; prix de thèse René Cassin décerné en 2025 par la Fondation René Cassin – Institut International des Droits de l'Homme.
- 2) Léana CLERC, *La vulnérabilité et le juge administratif français*, codirection avec Madame Caroline CHAMARD-HEIM (depuis 2023).

PARTICIPATION À DES JURYS

- 2024- Membre du jury d'admission des concours d'entrée à l'École Nationale Supérieure de Sécurité Sociale (EN3S) ; oral de droit public général.
- 2020-2025 Membre du collège d'experts de la section de droit public (Université Jean Moulin Lyon 3).
- 2022 Membre d'un comité de sélection de recrutement MCF, Université du Mans (n° 4334).

ACTIVITÉS D'EXPERTISE

- 2025 Membre du comité d'experts chargé de l'évaluation de Formations du 2^e cycle de l'Université de Montpellier.
- 30 mars 2023 Audition par le groupe de travail « Droit public » du Conseil national des Barreaux (CNB) sur « la fermeture du prétoire du juge administratif ».
- 2021-2025 Participation à des comités de suivi de thèse – Université Jean Moulin Lyon 3.

FONCTIONS ANTÉRIEURES EXERCÉES HORS DE L'UNIVERSITÉ

- 2018-2019 Juriste au sein de la cour administrative d'appel de Lyon.
- 2015-2016 Assistant de justice au sein du tribunal administratif de Lyon.
- 2014-2015 Attaché parlementaire à l'Assemblée nationale.
- 2013-2014 Assistant de justice au sein du tribunal administratif de Lyon.